Tribune libre envoyée à *l'Humanité* le 12 juin 2008
non publiée à l'heure d'édition du bulletin n°22

Pierre Zarka, Seine-Saint-denis

Déconstruire pour reconstruire

Qu'implique l'idée d'un projet émancipateur ? Emancipation de la domination du capital bien sûr, mais pour cela de toute tutelle aliénante.

En se superposant à la société, l'Etat et la délégation qu'il exige, servent de modèle à tout ce qui doit s'organiser au point d'y enfermer la vision de la démocratie et de l'efficacité. Dans toutes les sphères « l'efficacité » légitime les aspects de dépossession et de substitution. À un système politique fondé sur la dépossession des citoyens, fut opposée une « dépossession vertueuse ». C'est vrai de Babeuf comme de l'Internationale socialiste et de Lénine. Cela a nourri, y compris chez les communistes, un sentiment de supériorité qui n'a pas effacé la générosité et l'altruisme mais s'y est mêlé. L'attachement au pouvoir est complexe à mettre en lumière, car il entremêle, souvent inconsciemment, la volonté de pouvoir faire et l'attachement à des positions de domination.

La dissociation *institutions /« société civile »* assimile l'espace politique aux seuls partis et l'isole des autres espaces. La dissociation *travailleurs/citoyens*, illustrée par l'absence de la reconnaissance de la politique sur le lieu de travail, est vécue comme une normalité. Cela fait de la politique une affaire de spécialistes.

Des représentations aux caractères religieux

L'organisation est incontestablement outil d'intervention et de démocratie mais est encore conçue sur le même mode que l'Etat. L'institutionnalisation de l'idéal conduit l'appareil à ne pas être le lieu où se regroupent celles et ceux qui ont la même conviction mais celui qui dicte à ses adeptes ce que doit être cette conviction et comment ils doivent la vivre. L'appareil devient ce qui détient et même produit LA Vérité qui est alors d'avantage de l'ordre de la révélation que de la construction, renvoyant dans l'hérésie ce qui n'est pas labellisé par lui. L'appareil tend à devenir pour ses adhérents les plus actifs le principal lieu de socialisation et à produire un univers clos, pouvant rendre imperméable aux sollicitations du « monde extérieur ». Cela devient un obstacle à la créativité produisant conformisme et conservatisme.

Un détour nous permettrait de mettre en évidence l'héritage religieux des représentations politiques. Cet héritage offre à la fois une explication du monde, un sens qui permet de se retrouver avec d'autres mais aussi une soumission volontaire et partiellement inconsciente à une autorité morale sans laquelle la communauté n'existerait pas, la possibilité de se projeter au-delà de sa propre mort mais aussi un sentiment de supériorité à l'égard de qui ne fait pas partie de ce regroupement là. L'institution se présente alors comme un corps autonome, s'extériorisant de la société et devenant son guide. « Société civile et brebis égarées » ou « Etat – ou Eglise - et avant-garde » ont une certaine parenté. Pour les communistes, cela revient à demander aux gens d'être subversifs à l'égard de la société mais délégués à l'égard des partis.

Cela pousse à s'interroger sur les ressorts qui mettent les individus en mouvement. Chacun(e) éprouve le besoin d'être. On peut y répondre par la découverte d'un pouvoir de créativité jusque-là insoupçonné. Elaborer les propositions nécessaires ne suffit pas. Le symbolique, les images comme repères idéologiques organisent concrètement la vie de tous les jours. Si les dominés ne construisent pas leur propre culture, c'est la cohérence des dominations et de la marchandisation qui teintent leurs représentations et manières d'être. D'où la formidable plasticité du capitalisme. La notion de classe n'est pas une donnée platement sociologique mais est indissociablement liée à la revendication de sa place dans la société. Il s'agit de ne plus se voir comme victimes mais comme le référent sur lequel l'organisation de la société doit s'aligner. Et dans la mesure où cela équivaut à une nouvelle culture politique, elle ne peut être le fait que de la majorité de la société et ne saurait être celui des seuls communistes bien qu'ils y contribuent.

Repenser l'organisation

Cela fait repenser l'organisation comme outil de production de connaissances et de prises de décisions qui permettent à chacun(e) de devenir, le temps qu'il voudra, force politique. « Ce sont les masses qui font l'histoire » pas les partis, même s'ils y contribuent. S'organiser collectivement n'est pas se plier à l'institution mais se regrouper comme individus souverains construisant un lieu de mutualisation et de passage au pluriel. Ce n'est plus le parti qui «labellise» ses membres pour en faire ses transmetteurs ; ce sont eux qui se regroupent, à partir de leurs singularités afin de produire du commun. Dès lors la définition du parti peut-elle rester celle qu'impliquaient en 1920 le rôle d'avant-garde, la prise du pouvoir par cette dernière et la dictature du prolétariat ? Bien sûr, depuis le PCF a évolué. Mais, justement ses évolutions n'ont pas permis autre chose qu'un inexorable déclin, parce que malgré leur utilité, elles demeuraient enfermées dans la matrice issue du bolchevisme. Le « socialisme à la française »(1976), la «primauté au mouvement populaire »(1990), le « pacte unitaire pour le progrès »(1996) se sont trouvés enfermés dans une conception délégataire réduisant le mouvement social à un rôle de soutien. Cela a fait du PS celui dont tout dépend et n'a pu que conduire, bien malgré nous, au bipartisme soit par alignement sur le PS soit par replis sur nos terres. Et ce, alors que l'exigence de démocratie sociale et politique s'exprime dans de nombreux endroits. D'où la question suivante : comment prétendre innover en conservant le cadre qui étouffe l'innovation ? Comment ne pas renoncer à la révolution en conservant le cadre qui a échoué partout dans le monde ?